



Grande concertation sur l'autorité à l'École – réunion du 15 mai

Nos organisations FSU, UNSA Education, FNEC-FP-FO, SGEN-CFDT, CGT Educ'action et SUD Education ne participeront pas à la réunion de ce jour dans le cadre de la « Grande concertation » sur l'autorité à l'École. Nous avons déjà eu l'occasion de dénoncer la visio du vendredi 3 mai : sans aucune interaction possible, elle a confirmé que l'exercice relève davantage de la parodie de dialogue social que d'un échange approfondi qui permettrait de mettre en perspective les défis auxquels est confronté notre système éducatif, qui ne se limitent pas à la vision orientée et simpliste portée par le premier ministre. L'École mérite mieux que ce simulacre de dialogue social où l'École, ses élèves et ses personnels sont méprisés et réduits à de simples pions dans un exercice politicien. La réponse de la ministre n'a guère été convaincante. Depuis, nos sections locales ont été sollicitées pour transmettre des avis en 48 heures, voire moins, ce qui confirme la mascarade en cours.

Sur le fond, comme le montre le document mis en ligne et qui nous a été transmis, intitulé « liste des mesures à discuter », le cadre de discussions est non seulement très contraint sur le temps mais aussi complètement verrouillé sur le fond puisque ces mesures ont déjà été annoncées par le premier ministre. Des mesures en forme de « choc d'autorité » qui ne vont en rien résoudre les questions de climat scolaire à l'intérieur des écoles et des établissements. La question du climat scolaire et des violences qui peuvent toucher les jeunes est complexe et multidimensionnelle. Elle ne peut être réduite à ce catalogue de mesures qui porte une vision de la jeunesse et de l'éducation extrêmement normative, stigmatisante, très inquiétante. La jeunesse n'est pas une classe dangereuse qu'il faudrait mettre au pas.

Nous prenons donc nos distances avec cette mascarade de concertation qui vise à cautionner la manœuvre politicienne du premier ministre. Nous exigeons les moyens humains et matériels nécessaires pour que l'École publique puisse assurer un projet éducatif et émancipateur pour toute la jeunesse.

A Paris, le 15 mai 2024